

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

18/03/2014

Les Chioukhs et notables des tribus sahraouies saluent l'approbation en Conseil de ministres du projet de loi sur la justice militaire

Les Chioukhs et notables des tribus sahraouies dans les provinces du sud du Royaume ont salué l'approbation, vendredi, en Conseil de ministres du projet de loi sur la justice militaire, y voyant une consolidation de l'Etat de droit.

Les Chioukhs et notables des tribus sahraouies ont exprimé, dans des déclarations à la MAP, leur satisfaction par rapport à ses importantes procédures, indiquant qu'elles sont exceptionnelles et exemplaires dans le Monde arabe, et incarnent la fidélité du Maroc à son engagement constitutionnel et international en matière de diffusion et consolidation de la culture des droits de l'Homme et de leur protection.

Dans ce cadre, Hamdi Ould Errachid, membre du Conseil Royal Consultatif des Affaires Sahariennes, député et Président de la région Laâyoune-Boujdour-Sakia El Hamra, déclare : "Les décisions prises par le Conseil des Ministres au sujet de la justice militaire et du renforcement des procédures de protection des droits de l'Homme est une décision courageuse et exemplaire qui doit être un modèle à suivre dans le monde arabe".

M. Ould Errachid ajoute que le Maroc s'est engagé de manière encore plus large dans le domaine des droits de l'Homme, estimant que les procédures des droits de l'Homme au Maroc sont devenues un exemple à suivre aux niveaux continental et international, notamment à travers l'interactivité du Royaume avec les mécanismes onusien des Droits de l'Homme et son engagement dans la construction et l'élargissement de l'espace de liberté et le respect des droits de l'Homme.

Pour sa part, Mohamed Taleb, membre du Corcas et acteur associatif, estime que les décisions prises par le Royaume au sujet de la justice militaire et en faveur du renforcement de l'Etat de droit, montre la place qu'occupe le Maroc sur les plans continental et international, en matière de renforcement et protection des droits humains.

Il ajoute que les procédures établies dans ce cadre, sont inspirées des engagements constitutionnels et internationaux pris par le Royaume en matière de la protection des droits de l'Homme. Il rappelle que ces dispositions sont une réponse forte aux campagnes hostiles des adversaires de l'intégrité territoriale du Royaume, qui sont très loin d'être respectueux du plus simple des droits humains.

<http://www.corcas.com/Default.aspx?tabid=738&ctl=Details&mid=1435&ItemID=18492>

Pour sa part Mohamed Salem El Charkaoui, le Président de la Commission régionale des droits de l'Homme de Laâyoune Smara, a salué la décision prise au Conseil des Ministres, vendredi dernier, au sujet de la justice militaire, considérant que cela exprime la rapidité de la réaction positive et efficace du Gouvernement aux plaintes et aux propositions émanant du CNDH et de ses commissions régionales, dans les provinces du sud du Royaume, à Laâyoune, Dakhla et Tan-Tan. C'est un tournant fondamental dans le processus de consolidation de l'Etat de droit et de l'enracinement de la culture des droits de l'Homme.

Il ajoute que la décision gouvernementale s'inscrit dans le contexte de la mise en application de la nouvelle constitution du Royaume qui "a donné au Conseil des compétences large et une indépendance, en l'incitant à l'interaction positive avec les autorités gouvernementales et parlementaires".

Il ajoute que les Institutions nationales des droits de l'Homme au Maroc, ont joué un rôle dans le développement des nouvelles procédures de droits de l'Homme, en encourageant le Gouvernement à adhérer aux nouvelles conventions des droits de l'Homme et aux Protocoles y afférant. Il estime que les institutions constitutionnelles nationales ont assuré une mission importante en matière d'intégration des principes des droits de l'Homme dans les programmes éducatifs des établissements scolaires et universitaires, ainsi que dans les programmes de formation des responsables chargés de l'application des lois.

Pour Khadija Abladi, parlementaire et membre de la société civile à Laâyoune, les décisions prises pour abolir la présentation des civils devant le tribunal militaire, "est un pas positif", qui renforce les garanties du procès équitable, de l'indépendance de la justice et de l'Etat de droit.

EVÉNEMENT

Un code qui n'a pas éclaté la famille!

- Les divorces baissent, les mariages augmentent
- Le consentement mutuel domine les cas de séparation
- Conciliation, les enfants du couple ne pèsent pas toujours

DES l'entrée en vigueur du code de la famille en février 2004, les cas de divorce ont baissé: de 38.438 en 2000 à 22.937 en 2011 (voir graphique). Le constat du ministère de la Justice et des Libertés tranche avec certains préjugés qui font un procès à une réforme de 10 ans d'âge.

Faut-il réformer certains aspects (mariage des mineurs par exemple) ou laisser plus de temps au code pour mûrir au niveau de la pratique? S'il n'est pas toujours vu d'un bon œil, la loi a néanmoins permis de régler le divorce en permettant à la femme de jouir de son droit de se séparer (voir ci-contre). Pendant longtemps, les femmes ne pouvaient divorcer que si elles prouvaient que le mari n'assume pas son rôle. Sur les 22.937 jugements prononcés en 2011, plus de la moitié le sont par consentement mutuel entre les deux époux. Ce qui témoigne que la procédure ne se fait plus au détriment d'un autre. La femme généralement. D'ailleurs les divorces qui sont à l'initiative de l'épouse sont quasi anecdotiques. La vie de couple ma-

Juges, arbitres (2) et conseil de la famille... agissent pour renouer les liens. Ce sont surtout les tribunaux qui s'activent. Au moment où les proches n'interviennent pas autant pour que les époux renoncent au divorce.

Lorsqu'on se penche sur la conciliation selon si le couple a des enfants ou n'en a pas, le constat est presque le même. En 2010-2011, ce sont 12.631 cas enregistrés par le ministère de la Justice et des Libertés. Ils sont presque également répartis entre les couples parents ou pas. Il se peut que l'avenir des enfants pèse dans la conciliation. Mais ce n'est pas une condition sine qua non.

conjugal dominant à l'origine d'une séparation. En 2011, ce sont les époux qui dans plus de la moitié des cas ont demandé le divorce judiciaire: 38.435 demandes officiellement pour cause de discord.

Les femmes se retrouvent par ailleurs souvent expulsées du domicile conjugal. N'empêche que le taux de retour est souvent élevé: plus de 80% des cas.

Qu'en est-il du nombre des époux qui se mettent d'accord sur les conditions de fructification et de répartition des biens qu'ils auraient acquis pendant la vie conjugale? Vu les chiffres du divorce, leur nombre demeure très faible à en juger des statistiques de 2006-2011, soit 3.185 cas. C'est dire que

Le prix du bonheur

LE code de la famille fête ses dix ans en 2014. Quel est son bilan depuis son entrée en vigueur le 5 février 2004? Il y a eu d'abord une transition terminologique: la Moudawana (statut personnel et successoral) a cédé sa place au code «en vue d'en ressortir le caractère institutionnel de la famille (...), la préserver et sauvegarder les droits de chacun...», selon une note législative. Un code asexué en fait. Yassir Benamar, avocat au barreau de Casablanca, a un avis assez mitigé. Le code «n'a pas encore fait tout ses preuves. Il y a eu au début un mouvement salutaire arguant que la loi va donner à la femme tous ses droits et sera l'égal de l'homme. Ce même mouvement féministe parle des années après de "machiavelisation" du code de la famille. Nous sommes passées finalement de 1.000 dossiers de divorce par an à 10.000, voir 15.000».

En fait, les statistiques sont beaucoup plus élevées. Mais il n'en demeure pas moins que le nombre des couples qui se sont séparés a chuté dès 2004: un peu plus de 38.400 cas au début de ce siècle à près de 23.000 en 2011 (voir graphique).

Me Benamar revient sur le volet compensatoire. «On disait aux femmes qu'en divorçant, elles obtiendraient un dédommagement de 100.000 à 200.000 DH, etc. Revirement jurisprudentiel en 2010: la femme n'a droit à réparation que si elle prouve la responsabilité de son mari. Finalement, on a juste permis à la femme d'exercer les mêmes droits qu'exercent les hommes. Le divorce acté auparavant par les adouls est désormais prononcé par les juges. Il est faux de dire que c'est un code révolutionnaire. Il est inadéquat avec notre société», soutient l'avocat.

Un point de vue qui est plus que discutable. De quelle société parle-t-on au juste: réactionnaire, conservatrice ou libérale? Sachant que le divorce a baissé, si l'on prend pour argent comptant les chiffres officiels. Le code de la famille a permis de rééquilibrer les rapports de force en termes de droits et d'obligations. La femme initie une action judiciaire au même titre que son conjoint. Les convenances sociales exigent «de vivre ensemble même si le couple n'en a plus la volonté et le désir». Un bonheur de façade. Les enfants en payent aussi le prix en étant maintenus dans un climat envenimé.

Le débat entre pro et anti code de la famille est toujours ouvert. Une lecture intelligente de la loi lui donne du souffle. D'où le rôle déterminant de la jurisprudence dans l'évolution du droit et le bonheur social. □

F. F. & M. T.



Le divorce peut être demandé pour plusieurs raisons: discord (chiqaq), pour manquement à l'une des conditions stipulées dans l'acte de mariage (pas de polygamie) ou pour préjudice subi, pour défaut d'entre-

la question financière est loin d'être prise en compte lors de la signature du contrat de mariage. On peut supposer qu'après la prononciation du divorce, il y a des couples qui se réorientent vers les juridictions civiles et de commerce (au cas où ils ont une affaire). C'est aussi la désunion. D'où l'intérêt de joindre un avenant au contrat de mariage qui préviendrait les conflits financiers. Exemple: répartir à part égale la fortune constituée lors de l'union.

Il est de l'intérêt du ministère de la Justice et des Libertés de rendre publics les chiffres 2012-2013. N'empêche que sur une décennie d'application du code de la famille, il ressort une tendance globale: des mariages en hausse et des divorces en baisse. Quant à vouloir faire un bilan plus détaillé, le constat sera très nuancé d'un point à l'autre (mariage des mineurs, action en reconnaissance du mariage, pension alimentaire, garde des enfants, polygamie...).

Pour la reconnaissance des unions sans actes adoulaire, le délai de grâce de 10 ans est arrivé à échéance en février 2014. Une certaine «normalité» au sens légal prend en tout cas forme. □

Mariam TABIH & Faïçal FAQUIHI

Pour réagir à cet article: courrier@economiste.com



rien continue en tout cas à séduire: 227.741 unions au début de ce siècle contre 325.415 en 2011. La moyenne d'âge est de 26,6 ans pour les femmes, selon le Haut commissariat au plan.

Toujours est-il que lorsque les esprits chauffent au sein du foyer, le tribunal joue le médiateur. La conciliation est possible.

tion, absence de conjoint, vice rédhibitoire (stérilité) et finalement pour cause de serment de continence ou de délaissement.

C'est la discordie qui arrive en première position des divorces judiciaires. Elle est suivie par le défaut d'entretien, l'absence du conjoint et le manquement au contrat de mariage. Voilà qui renseigne sur le climat

Mardi 18 Mars 2014

نادي قضاة المغرب يعترزم مراسلة المجلس الوطني لحقوق الإنسان

شاس : محمد المتقي

أوصى المجلس الوطني لنادي القضاة المنعقد يوم السبت 15 مارس الجاري في إطار دورته العادية الخامسة مكتبه التنفيذي بضرورة مراسلة المجلس الوطني لحقوق الإنسان باعتباره الآلية الوطنية لمراقبة ممارسة الحريات الأساسية للمواطنين، وذلك بإعلامه بطروف وحيثيات منع الوقفة الوطنية التي دعا إليها نادي قضاة المغرب يوم السبت الثامن من فبراير 2014.

واعتبر بلاغ نادي القضاة الذي صدر عقب انعقاد الدورة العادية للمجلس الوطني وتم نشره على الموقع الرسمي لنادي القضاة أن المنع الإداري للوقفة المنظمة من طرف نادي قضاة المغرب يوم 8 فبراير المنصرم، يشكل «تراجعا حقيقيا خطيرا عن حق الانتماء الجمعي وحرية تعبير القضاة بمبررات لم يستغفها الرأي العام الوطني».

وعزا نادي القضاة الدعوة إلى وقفة ثامن فبراير الماضي إلى تخلي وزارة العدل عن المقاربة التشاركية خلال مراحل المناقشات التي سبقت إعداد مسودة مشاريع القوانين التنظيمية المتعلقة بالنظام الأساسي للقضاة والمجلس الأعلى للسلطة القضائية.

وأعرب المجلس الوطني عن «انشغاله البالغ من استمرار المجلس الأعلى للقضاء في النظر في الملفات التأديبية والذي يعتبر مصادرة ضمنية لحق القضاة في الطعن المقرر دستوريا (مثال قضية محمد نجيب البقاش) وهو التفسير الحقوقي الذي انتصر له وزير العدل السابق المرحوم محمد الطيب الناصري، وتم التراجع عنه خلال الدورتين السابقتين للمجلس الأعلى للقضاء».

وأكد البيان ذاته أن انعقاد هذه الدورة يأتي «في سياق النقاش المجتمعي حول تنزيل مقتضيات الدستورية وخاصة تلك المرتبطة بالسلطة القضائية الذي جاء بعد المنع الإداري للوقفة المنظمة من طرف نادي القضاة يوم 8 فبراير».

وتضمن جدول أعمال الدورة العادية عدة نقط من بينها تقييم الوقفة الاحتجاجية للثامن من فبراير وأفاق التعاطي مع مطالب نادي قضاة المغرب المشروعة ومناقشة نتائج المجلس الأعلى للقضاء خلال الشطر الثاني من دورة أبريل 2013 على ضوء نظامه الداخلي، ثم تقييم أداء أجهزة نادي قضاة المغرب الوطنية والجهوية ووضع آليات التحضير للجمع العام المقبل.



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
CNDH
Conseil national des droits de l'Homme

Annahar Al Maghribia

النهار المغربية
يومية مستقلة

إسبانيا تشيد بقرار إصلاح القضاء العسكري وتفاعل المجلس الوطني لحقوق الإنسان والحكومة 30/8/13

أشادت إسبانيا باعتماد مجلس الوزراء مشروع القانون بشأن إصلاح القضاء العسكري وقرار مجلس الحكومة التفاعل السريع والتجاوب الفعال مع الشكايات والمقترحات الواردة من المجلس الوطني لحقوق الإنسان. وأوضحت وزارة الشؤون الخارجية والتعاون الإسبانية في بلاغ، أن اعتماد هذا الإصلاح يشكل "خطوة إيجابية نحو تعزيز واحترام حقوق الإنسان والحريات في المغرب" وأضاف المصدر ذاته أن الحكومة الإسبانية "تشيد" بهذا المشروع الذي يهدف إلى ملاءمة التشريع المغربي مع دستور 2011 ومع المعايير الدولية لحقوق الإنسان وفي سياق متصل، أشادت حكومة ماريانو راجوي، أيضا، بالقرار الذي اعتمده مجلس الحكومة الخميس الماضي والقاضي بالتفاعل السريع والتجاوب الفعال مع الشكايات والمقترحات الواردة من المجلس الوطني لحقوق الإنسان. ويهدف مشروع القانون المتعلق بالقضاء العسكري، الذي تم إعداده طبقا للتوجيهات الملكية السامية، إلى ملاءمة التشريع الوطني المتعلق بالقضاء العسكري مع مقتضيات الدستور، ومع المبادئ والمعايير الدولية المعتمدة في هذا المجال، وتجسيد وفاء المغرب بالتزاماته الدستورية والدولية في مجال بناء دولة القانون وحماية حقوق الإنسان والنهوض بها في كل أبعادها، وذلك بما ينسجم مع روح ومنطوق دستور المملكة، وترسيخ شروط وضمانات المحاكمة العادلة أمام جميع محاكم المملكة كما يتضمن هذا المشروع، تغييرات عميقة تتوخى الارتقاء بالقضاء العسكري بفصله عن نموذج المحكمة الاستثنائية، وإدراجه ضمن المؤسسات القضائية المختصة، الضامنة للحقوق والحريات، وذلك من حيث الاختصاص والتنظيم والمساطر، وتركيبية الهيئات القضائية بالمحكمة العسكرية.



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
CNDH
Conseil national des droits de l'Homme

جريدة يومية شاملة
www.almoustaf.ma
المنعطف

هدى البقاع بصورته جماعية

تعزيزاً لالتزامات المغرب بحماية حقوق الانسان

المصادقة على مشروع قانون إصلاح القضاء العسكري

5/1/2014

فاطمة الزهراء جيبور

باستثناء ما هو مندرج ضمن الاختصاص النوعي للمحكمة العسكرية بصفة حصرية، في حين تم التخصيص في ذات المشروع على نسخ المقتضيات الخاصة بإحالة مرتكبي الجرائم ضد أمن الدولة الخارجي إلى المحكمة العسكرية، وجعل النظر في هذه الجرائم من اختصاص المحاكم العادية.

وفيما يخص تعزيز ضمانات المحاكمة العادلة، أقر المشروع إحالة على أحكام القانون الجنائي والقانون المتعلق بالمسطرة الجنائية فيما لم يرد به نص في القانون المتعلق بالقضاء العسكري، وإحداث درجة ثانية للتقاضي من أجل تمكين المتقاضين من حقهم في استئناف الأحكام الابتدائية.

وفي هذا السياق، اعتبر ادريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن إلغاء إحالة المدنيين، تحت أي ظرف كان، على أنظار المحكمة العسكرية، بما في ذلك المدنيين العاملين في القوات المسلحة الملكية والمدنيين المساهمين مع عسكريين في جريمة من اختصاص المحكمة العسكرية، يعزز حقوق المتقاضين وضمانات المحاكمة العادلة، خصوصاً من خلال إحداث درجة للاستئناف. وكذا الإمكانية المتاحة لكل من تضرر من جريمة تختص المحكمة العسكرية بالنظر فيها في أن ينتصب طرفاً مدنياً، معتبراً أن المشروع يأخذ بعين الاعتبار مجموعة من القوانين الدولية ذات الصلة



الأفعال المنسوبة إلى الأشخاص المدنيين العاملين في خدمة القوات المسلحة الملكية.

ويؤكد المشروع على إحالة العسكريين وأشباهم أيضاً على القضاء العادي في حالة ارتكابهم لجرائم الحق العام،

بعد موافقة الحكومة عليه، صادق المجلس الوزاري مساء الجمعة الماضية على مشروع القانون المتعلق بالقضاء العسكري، والذي يحدد بموجبه اختصاصات المحكمة العسكرية الدائمة للقوات المسلحة الملكية، ويؤكد أنه يلغي المقتضيات الخاصة بإحالة المدنيين على أنظار المحكمة العسكرية، كيفما كان نوع الجريمة المرتكبة وصفة مرتكبها وقت السلم، سواء كانوا فاعلين أو مساهمين أو شركاء العسكريين.

وأكد مشروع القانون الذي حصلت "المنعطف" على نسخة منه، على أن قرارات المحكمة العسكرية قابلة للطعن أمام محكمة النقض، مبرزاً أنه لا تختص المحكمة العسكرية في جرائم الحق العام المرتكبة من قبل العسكريين وشبهه العسكريين سواء كانوا أصليين أو مساهمين أو مشاركين. كما يلغي هذا المشروع المقتضيات القانونية المتعلقة بإحالة مرتكبي الجرائم ضد أمن الدولة الخارجي إلى المحكمة العسكرية، وجعل

النظر في هذه الجرائم من اختصاص المحاكم العادية. ونص المشروع على عدم اختصاص المحكمة العسكرية بالنظر في الأفعال المنسوبة إلى الأحداث الذين يقل سنهم عن ثمان عشرة سنة في وقت ارتكاب الفعل، يشير المشروع الذي أكد كذلك أنه لا تختص المحكمة العسكرية بالنظر في

حديث اليوم...

قرار غبي ذلك الذي أقدمت عليه الحكومة المغربية في اجتماعها الأخير بأن أعلنت عن اتخاذ قرار بالتفاعل السريع والإيجابي مع المقترحات والشكايات والملاحظات الواردة من المجلس الوطني لحقوق الإنسان على الحكومة، وخاصة وزارة الداخلية ووزارة العدل، ولا سيما الشكايات القادمة من لجان المجلس في الأقاليم الجنوبية بكل من العيون والداخلة وطانطان وتعيين نقاط اتصال دائمة ومخاطبين محددين داخل الوزارات المعنية، وتحديد مدة لا تتعدى ثلاثة أشهر للإجابة عن هذه الشكايات والعمل على نشر الردود المتعلقة بها.

قرار غبي فعلا لأنه يوحي من جهة بأن الحكومة لم تكن تهتم بالشكايات الواردة عليها من اللجان الإقليمية لحقوق الإنسان سيما الواردة عليها من أقاليمنا الجنوبية، وهي بذلك تقدم هدية كبيرة لخصوم وحدتنا الترابية الذين يمكن أن يعزوا مزاعمهم بهذا الاعتراف الخطير.

قرار غبي فعلا، لأن الحكومة تميز من خلاله في تعاطيها مع شكايات اللجان الإقليمية لحقوق الإنسان على أساس الانتماء الجغرافي، وهذا ضرب لمفهوم حقوق الإنسان في العمق، إن الحكومة تقول لكم أيها المغاربة إذا كنتم ستعرضون لأحد مظاهر خرق حقوق الإنسان فمن الأجدر أن تختاروا التعرض له في الأقاليم الجنوبية، لأن هذه المنطقة لها أولوية في المعالجة.

قرار غبي فعلا، لأنه يكرس المفهوم المخزني المقيت لقضية وحدتنا الترابية الذي حرص دوما على تسييج التعاطي مع هذه القضية بالحساسية والخصوصية، ولذلك استفردت جهة واحدة في الدولة بتدبير ملف هذه القضية، اعتقادا من هذه الجهة بأنها أكثر وطنية من جميع المغاربة، وأكثر حرصا من الشعب المغربي على وحدته، وإنما كانت تستعمل طريقة تدبيرها لتجذير الفساد والعبث. حكومة بنكيران تدفع من جديد بهذا الدفع الخطير، وتعلن أن المنطقة محصنة بخصوصية وحساسية لذلك ستكون لها الأفضلية والأسبقية في مجال يعلن حقوق الإنسان كل لا يتجزأ، وحكومة بنكيران تمثل مبدئيا الشعب المغربي برمته بدون أي استثناء، وأنها بإعلان مثل هذا القرار تكون قد تحولت إلى حكومة جهوية، وتكون بصدد مراكمة الأخطاء القاتلة.

أرجوكم لا أحد يقول لنا بأن مجلس الأمن سيجتمع في نهاية أبريل، وهذا قرار يندرج في سياق تعزيز الموقف المغربي والتضييق على الخصوم، إنه كلام رديء جدا قاله قبل بنكيران، رجالات مخزنيون مخربون، فاسدون.

المجلس الوطني لحقوق الإنسان يثمن إصلاح القضاء العسكري

مصادقة المجلس الوزاري المنعقد أخيرا على قانون القضاء العسكري، معتبرا القانون خطوة تاريخية على درب CMDH المثلّ من المركز المغربي لحقوق الإنسان المعروف اختصارا بالبناء دولة الديمقراطية وحقوق الإنسان، وأنه جاء تلبية لدعوات السياسيين والحقوقيين داخليا وخارجيا، وذلك لناحية عدم ماثول المدنيين على المحاكمة العسكرية، وكذا العسكريين المرتكبين لخروقات في إطار الحق العام.

وأضاف المركز الحقوقي، أن من شأن تعديل التقاضي أمام القضاء العسكري وجعله من درجتين ابتدائيا واستئنافيا، حسب نص القانون المذكور، أن يجعل المحاكمة أكثر انسجاما مع قواعد العدالة المتعارف عليها دوليا.

في بيان لمكتبه التنفيذي توصلت هسبريس بنسخة منه، أن قرار الحكومة المغربية التفاعل مع التقارير الصادرة عن المجلس الوطني CMDH وفي موضوع آخر، أضاف ال لحقوق الإنسان خطوة إيجابية، نحو تفعيل مبدأ الديمقراطية التشاركية، وإيلاء هذا المجلس ذو الطبيعة الدستورية مكانته ووزنه المناسبين في منظومة حقوق الإنسان، متسائلا في الآن نفسه، عن ماهية أبعاد التركيز على الشكايات الواردة من الأقاليم الجنوبية دون غيرها، علما أن اللجان الجهوية التابعة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان تغطي وفق تعبير البيان ربوع المغرب، وتستقبل شكايات المواطنين، ومطالبها حكومة بنكيران بعدم التمييز بين مناطق المغرب فيما يتعلق بالتعاطي مع تقارير المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وداعيا إلى العمل على مواصلة تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة.

وفي موضوع مقترح القانون المتعلق بزواج القاصر، المثار إعلاميا خلال الفترة الأخيرة، قال المركز المغربي لحقوق الإنسان، إن حسم هذا النص القانوني، ينبغي أن يأخذ بعدا حقوقيا، بعيدا عن التحاذبات السياسية أو الإيديولوجية، مؤيدا ألا يتم السماح بزواجها إلا مع بلوغها السن القانونية، المتمثلة في 18 سنة، ومعتبرا ذلك لا يتعارض قطعاً مع القيم المجتمعية.

ودعا المركز الحقوقي إلى تشكيل لجنة مشتركة، تضم خبراء من مختلف التخصصات المرتبطة بموضوع زواج القاصرات، بما يمكن من إقرار تشريع يلائم الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، ومقتضيات الدستور المغربي.



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
الجمعية الوطنية لحقوق الإنسان
Conseil national des droits de l'Homme

هسبريس
HESPRESS

عن حقوق الإنسان في المغرب

الاثنين 17 مارس 2014 - 20:27



<http://www.hespress.com/videos/159831.html>

18/03/2014

Conseil national des droits de
l'Homme

1

www.cndh.org.ma

الكارثة المغربية توقف إعدام مغربي ومجلس الأزمي يستعد لزيارة سجون بغداد

ملف المغاربة المعتقلين في السجون العراقية يعود إلى الواجهة

الرباط . عبد الصمد بنعباد



بقيادة المغربي محمد بن الصديق من معظم التهم المنسوبة إليه، ومن المنتظر أن يطلق سراحه في الأيام المقبلة.

وسجل مزوار أن وزارة الخارجية استطاعت التوصل إلى اتفاق مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان، بخصوص تنظيم زيارة إلى السجون العراقية للمعتقلين على وضعية المغاربة المعتقلين هناك.

وقال مزوار لقد وجهت الوزارة رسالة إلى المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في موضوع تنظيم زيارة إلى دولة العراق للاطلاع عن كثب على أوضاع المعتقلين المغاربة بالسجون العراقية، وقد استجاب المجلس لهذه الدعوة، وعبر عن استعدادها للقيام بها.

وتابع الوزير أن عائلات المعتقلين كانت قد عبرت غير مرة عن رغبتها في الانضمام إلى الوفد الذي سيؤور دولة العراق لتفقد أحوال أبنائها المعتقلين، غير أنه لم تتم برمجة أي زيارة بسبب الأوضاع الأمنية السائدة في العراق.

وعلى صعيد التواصل مع العائلات، قال الوزير «منذ توصلها بخبر اعتقال مواطنينا بالعراق قامت الوزارة بإجراء اتصالات مع ذويهم، بل وتم استقبالهم مرات عديدة بمقر الوزارة، حيث تم الاستماع إلى ملتمساتهم ونقلها إلى السلطات العراقية،

كشفت صلاح الدين مزوار، وزير الشؤون الخارجية والتعاون، عن مجهودات وزارته بخصوص ملف المعتقلين المغاربة في سجون العراق، مسجلا تقليص عقوبة الإعدام إلى المؤبد في حق مواطن مغربي، والحصول على براءة لمواطن آخر، وعن زيارة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان إلى المعتقلين بالسجون العراقية.

وصرح صلاح الدين مزوار في جوابه على سؤال كتابي وجهته نزهة الوافي عضو فريق العدالة والتنمية بمجلس النواب، أن عدد المغاربة المعتقلين في العراق لا يتعدون 12 مواطنا، حددت هوياتهم بصعوبة بالغة، تتراوح عقوباتهم بين السجن المحدد والسجن المؤبد والإعدام.

وأضاف الوزير في رسالته الجوابية، التي تتوفر «الخبر» على نسخة منها، أن المساعي الدبلوماسية المغربية، حققت بعض النجاحات من قبيل، إيقاف تنفيذ إعدامات في حق عدد من مواطنينا، بحسب المعلومات المتوفرة بتاريخه، وترحيل جثمان المرحوم بدر عشوري ليدفن في المغرب.

وأضافت المراسلة أن المساعي المبذولة أسفرت أيضا على إقناع السلطات العراقية بتغيير عقوبة الإعدام الصادرة في حق المواطن المغربي محمد بن علوش إلى السجن المؤبد.

وأفاد الوزير في جوابه على أن محكمة الاستئناف العراقية أصدرت مؤخرا حكما



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
Conseil national des droits de l'Homme



شبكة أندلس الإخبارية

وفد أوروبي جديد بالصحراء يحرّج "الرباط" حول ثروات الجنوب

تزامنا مع إعلان حكومة بنكيران عن "تفاعلها الإيجابي" مع توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان بخصوص الصحراء.

قام البرلمان الأوروبي بخطوة من شأنها أن تتسبب في حرج للرباط بعد أن قرر إرسال لجنة برلمانية للتحقيق في "مدى استفادة الصحراويين من الثروات الطبيعية ومدى احترام حقوق الإنسان". اللجنة ينتظر أن تحل بالمغرب في أبريل المقبل، وتضم حسب ممثل البوليساريو في البرلمان الأوروبي، 7 برلمانيين أوروبيين.

<http://www.andaluspress.com/ar/news/20752.html>

18/03/2014

Conseil national des droits de
l'Homme

1

www.cndh.org.ma

الاحتفال باليوم العالمي للمرأة بالرشيدية بمشاركة اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان

كل يحتفل بعيد المرأة على شاكلته، وكل يرى المرأة من منظوره، وكلنا يحمل تمثله حول المرأة. والاحتفال بعيد المرأة كامن في تعدد أشكاله، لكن المرأة هي المرأة، تغير ولم تتغير، إنهما جوهر ثابت ظل يملأ الدنيا ويشغل الناس.

خلدت نيابة وزارة التربية الوطنية بالرشيدية اليوم العالمي للمرأة، لما تيسر لها، صباح يوم الخميس 13 من شهر مارس من عام 2014 بقاعة فلسطين، بمدينة الرشيدية الغراء. ولم تغفل دعوة اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالرشيدية وريازات من المشاركة والحضور.

انظم الحفل في ندوة قاربت فيه المداخلات موضوع المرأة من زوايا مختلفة، كل حسب فهمه، ومشربه الفكري:

- الدكتورة سميرة حجازي عن وزارة الصحة حول المرأة والصحة .
- عرض اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان حول المرأة في الصكوك الدولية لحقوق الإنسان
- الدكتور سيدي الأمrani علوي عن قطاع التربية الوطنية والتكوين المهني ود أن يتحل تحت عنوان «تطور المرأة في تاريخ المغرب، حضور وإشعاع»
- الأستاذة سهام بوخلقة عن وزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية، نظرت إلى مكانة المرأة في الإسلام.

قبل الشروع في الندوة، ود السيد محمد حاكيمي أن يلقي نظرة على ظروف تنظيم الندوة، حيث استقر رأي أهل الرأي في نيابة وزارة التربية الوطنية على استحضار أبعاد أخرى للمرأة، البعد الديني، والصحي، والحقوق، والتاريخي. وأشار إلى أن المرأة غابت في مناصب المسؤولية. وإن وزارة التربية الوطنية لتأمل دفع المرأة لتساهم في التدبير المحلي والإقليمي والجهوي والوطني، إنه لمساهمة في التحول النوعي، من الغياب شبه التام إلى المناصفة.

ولقد طوعت له نفسه المساهمة بكلمة حول النوع الاجتماعي في التربية، معرفا مصطلح النوع الاجتماعي بما هو «علاقات وأدوار اجتماعية، وقيم يحددها المجتمع لكل من الجنسين (النساء والرجال). وهي أدوار وعلاقات وقيم تتغير وفق تغير المكان والزمان وذلك لتداخلها وتشابكها مع العلاقات الاجتماعية الأخرى مثل الدين، والطبقة الاجتماعية، والعرق». وعن مقارنة النوع الاجتماعي، أشار إلى أنها «تتيح إمكانية الوعي بالنوع الاجتماعي، والقدرة على تحديد المشاكل المترتبة عن اللامساواة، والتمييز بين الذكور والإناث المبني على الجنس، حتى ولو كانت المشاكل غير ظاهرة. وتجذ هذه المقاربة أسسها في إعادة توزيع الأدوار من منطلق مفهوم المشاركة وإتاحة الفرص المتكافئة للمرأة والرجل، الطفل والطفلة». وتتجلى مرتكزات النوع الاجتماعي على المساواة والعدالة والإنصاف والتمكين. فالمساواة تتجلى في «في إعطاء رؤية منصفة لمشاركة كل من المرأة والرجل وكذا الطفل والطفلة في كافة المجالات وفي تمتعها بكافة الحقوق بشكل متساو». وتكمن العدالة والإنصاف في «تعديل الظروف السياسية والاقتصادية من أجل تمتع عادل بالموارد والتحكم فيها من قبل، كل من المرأة والرجل». وأما التمكين فيروم «تسهيل الإجراءات للأفراد كي يصبحوا عناصر فاعلة في مسيرة التغيير والتنمية. ويحصل ذلك من خلال تسهيل الوصول إلى المعرفة والموارد والتدريب على اتخاذ القرار (اقتصادي، اجتماعي، سياسي، قانوني) والمشاركة الفاعلة في المجتمع. كما يحصل في تعزيز قدرات الأشخاص على مختلف المستويات». هنالك فصل في جدول توضيحي ما للجنس وما للنوع الاجتماعي. فالجنس يقوم على الفرق البيولوجي الطبيعي بين المرأة والرجل، وعلى أن الفرد يولد مع الناس ولا يمكن تغييره، وأنه وجد لأداء وظائف طبيعية، وأنه يتأثر بالظروف المحيطة به، اقتصادية واجتماعية، وسياسية، وأخيرا «لا يرتبط أو يتقاطع مع المؤسسات المجتمعية المختلفة (وزارات، مستشفيات، مدارس، الخ) وهذه المؤسسات تقاوم التغيير». وأما النوع الاجتماعي فقائم على الفرق بين الأدوار التي يقوم بها كل من المرأة والرجل، ولا يولد، كالجنس، مع الإنسان، ويمكن تغييره، لأنه يتكون من علاقات اجتماعية نصنعها نحن، ولأنها من صنع الإنسان، ولأنه يتأثر بالظروف المحيطة من ظروف اقتصادية، واجتماعية وسياسية، وأخيرا «يرتبط ويتقاطع مع المؤسسات المجتمعية المختلفة (وزارات، مستشفيات، مدارس، الخ) وهذه المؤسسات تقاوم التغيير وبالتالي يؤثر بعلاقات النوع بداحل هذه المؤسسات». وأضاف أن المساواة على أساس النوع الاجتماعي «حالة في علاقات النساء والرجال والتي تؤدي إلى وضع يتمتع فيه كل واحد وكل واحدة بوضع متساو، وبنفس الحقوق ونفس مستويات المسؤولية وبحصول متساو على الموارد والتحكم فيها». وعرف الجنس بالنوع الاجتماعي بما هو «الوعي بالاختلافات بين احتياجات، أدوار ومسؤوليات النساء، والرجال والعوائق التي يواجهونها كونهن نساء أو كونهن رجال». وأما تحليل النوع الاجتماعي فتمهيد «منظم من أجل تحديد قضايا النوع الاجتماعي ضمن عملية شاملة للبرمجة أو التطوير المؤسساتي. ويحتوي هدف تحليل النوع الاجتماعي على ضمان إدماج احتياجات، وأدوار ومشاركة النساء والرجال ضمن عملية تطوير البرامج والمشاريع. وهذا يتطلب أولاً تنظيم المعطيات والمعلومات حسب الجنس وأن يحدد بدقة كيف يجري تقسيم العمل والاحتياجات والأدوار والمشاركة وكيف يتم تمثيلها/تقديرها بالنسبة لكل جنس امرأة كان أو رجل». ورأى أن إدماج النوع الاجتماعي هو «تدخل مخطط يهدف إلى الأخذ بعين الاعتبار قضايا النوع الاجتماعي المختلفة بشكل يضمن المساواة بين الجنسين». وقدم أخيرا خطاطة علاقات النوع الاجتماعي خمس خطوات: التخطيط، والتنفيذ، والتقييم، وتحليل الواقع، ورصد المصادر.

المداخلة الثانية، كانت بعد رفع الورقة الحمراء من لدن المسير السيد عبد الرحمان نوايتي، والسماح للدكتورة سميرة حجازي عن مندوبية وزارة الصحة. كانت سمة المداخلة «المرأة والصحة»، فبعد التحية والتقدير لمن دعاها للمشاركة في هذه الندوة، حيث خالت المرأة مدخلا للبرامج الصحية مشيرة إلى الأهداف الثمانية للألفية، حيث لبعضها علاقة بالصحة (الهدف الرابع)، وعرفت الصحة، حسب منظمة الصحة العالمية، بما هي حال اكتمال السلامة، وحسب أن للجنس تأثيراً في صحة الإنسان، إن بالاختلافات البيولوجية، أو تحت وقع الميز والتهميش. دون أن تغفل عدم تساوي علاقات القوة بين الرجل والمرأة. وضمن محاور المداخلة الصحة الإنجابية من ذلك أهمية مراقبة الحمل، ومحاربة الأمراض المنقولة والخطيرة والرضاعة.

واستحضرت برامج وزارة الصحة، حول الصحة الإنجابية، مؤكدة أنها بذلت مجهودا كبيرا يتجلى في تطور المؤشرات الرقمية، ومرد ذلك إلى تحسين تنفيذ البرامج المدرجة وفق تخطيط إستراتيجي يستحضر مجموعة من الأهداف فضلت السيدة سميرة عدم تفصيل القول فيها رجا للوقت. ولم تغفل عرض بعض الصور وبعض الأمثلة من ذلك مزايا تنظيم الأسرة، والقواعد الصحية الأساسية للمرأة الحامل تغذيتها وعوامل الخطورة خلال الحمل. وألحت على الرضاة الطبيعية مقدمة إحصائيات في هذا الشأن. ولم تفصل القول في فوائد الرضاة الطبيعية لتعدها. إن عرض الدكتور سميرة حجازي ذو طبيعة تحسيسية استغرق مجموعة من الرسائل المنصبة على صحة المرأة. ولقد أتى الغرض أكله ضعفين لحضور عدد كبير من التلميذات بقاعة فلسطين بالرشيدية حيث نظمت الندوة. والدكتورة سميرة واحدة من التقيات المعتمد عليهن في الأداء الناصر لقضايا المرأة.

المداخلة الثانية للجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالرشيدية ورزازات حول «تطور حقوق المرأة في المواثيق الدولية». تناولت في البدء مفهوم الحق والحقوق، وهي «مجموعة من الامتيازات تتصل طبيعيا بكل كائن بشري يتمتع بها الإنسان ويضمنها القانون ويحميها». و«ترتكز حقوق الإنسان على ثلاثة محاور أساسية أولها المتمتع بالحقوق، وحماية تلك الحقوق، ونوعية الحقوق». وهي «مجموعة الاحتياجات أو المطالب التي يلزم توافرها بالنسبة إلى عموم الأشخاص وفي أي مجتمع، دون أي تمييز بينهم - في هذا الخصوص - سواء لاعتبارات الجنس أو النوع أو الجنس أو العقيدة السياسية أو الأصل الوطني أو لأي اعتبار آخر». وتناولت تعريف الإعلان العالمي لحقوق الإنسان بما هو «نص دولي يتضمن المبادئ الأساسية المتعلقة بموضوع معين». و«يصدر الإعلان بالإجماع إما في ختام مؤتمر دولي خاص بموضوع معين أو عن الجمعية العامة للأمم المتحدة»، و«ليس للإعلان قوة إلزامية بل قوة معنوية وأدبية»، و«يمثل في بعض الحالات الخطوة الأولى للوصول إلى اتفاقية ثم إلى بروتوكول (منع جميع أشكال التمييز ضد النساء)». وتناولت الاتفاقية والمعاهدة «نصوص دولية ثنائية أو متعددة الأطراف (إقليمية أو دولية). وتتضمن مجموعة من الحقوق والالتزامات التي يجب على الدول أن تحترمها وتعمل على تنفيذها بعد المصادقة عليها. ومن الأمثلة على الاتفاقيات الدولية اتفاقية منع جميع أشكال التمييز ضد النساء (سيداو). والبروتوكول «نوع خاص من الاتفاقيات يخضع إلى نفس قواعد المصادقة [التصديق] ويهدف إلى تفعيل أحكام الاتفاقية التي سبقتها والتي تتعلق بنفس الموضوع»، و«يهدف البروتوكول إلى تفعيل آليات حماية الحقوق التي أقرتها الاتفاقية»، و«مثال على ذلك، البروتوكول الاختياري الملحق باتفاقية إلغاء جميع أشكال التمييز ضد النساء 1999». وتناولت المداخلة كذلك التوصية وهي «في القانون الدولي : نص دولي ليس له مبدئياً قوة ملزمة للدول الأعضاء ولا يؤدي إلى أي التزام، إنه يقدم فقط توجيهات ويقترح أولويات للعمل». والتحفظ «إعلان من جانب واحد أي كانت صيغته أو تسميته، يصدر عن دولة أو منظمة دولية عند توقيعها أو تأكيدها الرسمي أو قبولها أو موافقتها أو انضمامها. ويهدف منه استبعاد أو تعديل الأثر القانوني لبعض نصوص المعاهدة في تطبيقها على تلك الدولة أو تلك المنظمة».

ورد في المداخلة كذلك مبادئ حقوق الإنسان يقصد بها «المعايير الأساسية التي أقرتها الشريعة الدولية، والتي بدورها لا يستطيع الإنسان أن يجحى بكرامة»، وفصل القول في الشريعة الدولية لحقوق الإنسان، وخصائص حقوق الإنسان، والقيم الأساسية لحقوق الإنسان من ذلك، الكرامة المتأصلة في الإنسان، والمساواة في الحقوق وعدم التمييز بين بني البشر، والحرية والتحرر من كل أشكال العبودية والاستغلال .. والتسامح، والعدل. ويمكن تقسيم صكوك حقوق الإنسان إلى قسمين اتفاقيات موضوعية واتفاقيات فئوية عرضت أمثلة في ذلك. فالاتفاقيات القائمة على الموضوع: اتفاقية منع جريمة الإبادة الجماعية، واتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز العنصري، واتفاقية مناهضة التعذيب... وأما الاتفاقيات القائمة على الفئات فالاتفاقية حقوق اللاجئين، واتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (سيداو)، واتفاقية حقوق الطفل، واتفاقية حقوق العمال المهاجرين.

وعن مراحل انضمام الدول للمواثيق الدولية، التوقيع، والانضمام والتصديق. فهناك التوقيع، ويفيد «إعلان الموافقة الأولية بالالتزام بالاتفاقيات والمواثيق التي جرى اعتمادها من لدن الأمم المتحدة، فهو إعلان نوايا وليس لها أثر قانوني». وهناك الانضمام وهو «فعل يأتي بعد دخول الاتفاقية حيز التنفيذ، وهو إعراب الدولة عن موافقتها لتصبح طرفا في اتفاقية جرى التفاوض والتوقيع عليها. والانضمام مثل التوقيع في أن ليس له أثر قانوني». وهناك التصديق [وليس المصادقة]، وهو «موافقة الدولة على معاهدة أو اتفاقية عبر الاجهزة التشريعية أو التنفيذية التي توكل إليها هذه المهمة حسب أحكام الدستور، وتصبح الاتفاقية ملزمة للدولة بعد 30 يوم من إيداع وثيقة الانضمام».

متى بدأ الحديث عن حقوق المرأة داخل الاتفاقيات الدولية لحقوق الإنسان؟

بعد طرح سؤال، كان التمهيدي في المداخلة، إلى تناول المرأة في الاتفاقيات الدولية مستحضرة ذلك، في ميثاق الأمم المتحدة سنة 1945، والإعلان العالمي لحقوق الإنسان سنة 1948، والاتفاقية بشأن الحقوق السياسية للمرأة سنة 1952، والاتفاقية الخاصة بمنحسية المرأة المتزوجة سنة 1957، والرضى بالزواج والحد الأدنى لسن الزواج سنة 1962، بما هو عنوان الاتفاقية. وعادت إلى العهدين الدوليين سنة 1966، العهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية، والعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية.. وانتقلت المداخلة إلى سيداو المعتمدة سنة 1979 وتنفيذها سنة 1981، انضم إليها المغرب سنة 1983، ورفع بعض التحفظات سنة 2011، ولم تغفل المداخلة الوقوف عند مواد الاتفاقية بالإشارة والتلاوة. ولم يمكن الوقت من الوقوف عند التفاصيل الصغيرة، حيث حصل الانتقال مباشرة إلى آلية تنفيذ الاتفاقية، ونهت إلى ما تجاهلته الاتفاقية وعن البروتوكول الاختياري صدقه المغرب سنة 2012.

ووقفت عند مراحل أعمال حقوق المرأة في العالم لتنتقل إلى المؤتمرات الدولية الخاصة بقضية المرأة، والمحالات التي ركزت عليها تلك المؤتمرات، وكذا المرأة في أهداف الألفية الثالثة. وختمت المداخلة بمقتضيات دستور 2011 ذي الصلة بإعمال حقوق الإنسان.

المداخلة الثالثة كانت للأستاذة سهام بوحلقة حول مكانة المرأة في الإسلام. أوردت أن «اهتمامنا الكبير بشؤون المرأة وقضاياها هو في جوهره نابع من روح ديننا الحنيف». والمرأة المغربية كانت، فوق ذلك، ولازالت في «دينامية الإصلاح التي يعرفها المغرب، وقد حققت مكسبات هامة بوأتمها مكانة متميزة في جميع المجالات إلى جانب المجال الديني. فنجدها أول امرأة تتولى منصب والية، وبعدها أول ريان طائرة والقطار وغيرها من الميادين، الشيء الذي جعل المملكة المغربية محط أنظار العديد من الدول لنقل التجربة المغربية



إلى بلدانها». وأضافت الأستاذة سهام «لقد جاء الإسلام ليعيد للبشرية توازنه المنشود ويخرجها من ظلمات الجهل والظلام إلى نور الهدى والعلم». ومن ولقد أصل الإسلام حقوق المرأة و«بين واجباتها وأظهر مكانتها»، بعد أن كانت مجرد بضاعة في المعتقدات القديمة «تباع وتشتري، وتسعى للخدمة والمتعة، بل لم تكن بعض الديانات أو الثقافات تنظر إلى المرأة أنها إنسان يمتلك كرامة كبرى بالنسبة إلى سائر المخلوقات»، وأوردت السيدة سهام عدة آيات وأحاديث تدور كلها حول المرأة، وكذا الأحاديث النبوية، «فقد خص الرسول قدرا واسعا من جهده وأحاديثه الشريفة لتربية المسلمين على معنى المساواة والكرامة بين الجنسين». وهناك «مواقف لا تحصى تبرز مكانة المرأة في الإسلام، فهي السباقة في الإسلام وفي مؤازرة الدعوة الحمديّة». إنها «معالم النظرة التكريمية للمرأة في الإسلام». وانتقلت السيدة سهام «إلى عرض أبرز الحقوق التي اكتسبتها المرأة في ظلّه، ومنها حق التعليم والتثقيف، . . . وحق العمل، حيث «ساوى الإسلام بين المرأة والرجل في حق التعلم ساوى بينهما كذلك في حق العمل فأباح للمرأة أن تعمل وتجتهد وتحسن وتبدع. فالإسلام لا يرى أن عمل المرأة في بيتها وتفريغها للأسرة علامة على التخلف، ولا أن خروجها للعمل عدوان، بل عليها أن تشارك في تنمية الحياة العامة». وحق التملك كالرجل و«في كمال الأهلية، فليس لأحد من أهلها أو عشيرتها ولاية أو وصاية عليها في حرية التملك أو إجراء العقود المالية أو التصرف بالملكية بكل صورها وأشكالها من بيع وشراء وتأجير واستئجار وغيرها».

وختاماً أشارت السيدة سهام إلى أن الإسلام كرم المرأة التي كانت من قبل بضاعة تباع وتشتري. وتتجلى مكانة المرأة في الإسلام بالتكريم، ووقفت عند عدة أمثلة وشواهد. المداخلات الرابعة والرابعة دارت حول «المرأة في تاريخ المغرب، حضور وإشعاع» للأستاذ محمد المراني علوي. كان للمرأة حضور في التاريخ القديم، فهناك نساء مقاومات، وحضرت المرأة في العصر الإسلامي مساهمة بتجارها وأموالها في نشر الإسلام. وإن أول شهيدة في الإسلام سمية زوجة ياسر، وأم عمار وهي أسرة مبشرة بالجنة. وإن أول امرأة مؤمنة خديجة بنت خويلد. وتاريخ المغرب مليء بنساء عاملات وأول امرأة وردت في المصادر أم حكيم وهي جارية لطارق بن زياد، حيث دخلت معه الأندلس سنة 92 هجرية. وفي العهد الإدريسي ذكر لكنزة الأمازيغية التي لها دور سياسي في تاريخ المغرب. وهناك فاطمة الفهرية التي لها الفضل في بناء جامعة القرويين وأما أختها مريم فقد بنت مسجد الأندلس، وهناك أوري بنت عبد الرحمان بن رستم في إمارة سجلماسة. وحضرت زينب النفراوية في العصر المرابطي. وفي العهد الموحد زرقاء المردنشية المعروفة بصفيّة. ورد، كذلك، ذكر صفيّة في تاريخ ابن الخطيب، وإلى جانبها حباة الرومية التي كتبت وفاة الخليفة سنة 629 هجرية حفاظاً على أمن الدولة. وكانت السيدة الحرة بنت علي بن راشد بابي شفشاون والمعروفة بحاكمة تطوان، وهي ذات شهرة في تاريخ المغرب.

وفي العهد العلوي خناتة بنت الشيخ بكار وزوجة السلطان مولاي إسماعيل، جمعت بين الفقه والسياسة. وكانت محطة الرأي والمشورة. وفي عهد الحماية ذكر للمرأة في مجال المقاومة حيث قامت المرأة بدور بارز من ذلك نقل الأسلحة ومعالجة المرض ونقل الخبر بين المقاومين. وأشار كذلك إلى زهرة بنت الطيب شاعرة هجمت المقاوم عسو أو باسلام ريث قبوله السلم. وأشار إلى مالكة الفاسي وعلاقتها بوثيقة الاستقلال. ذلك ما ورد في الندوة من آراء وأفكار.



Décisions sur la justice militaire et l'interactivité CNDH/gouvernement L'Espagne salue une avancée positive

L'Espagne a salué, dimanche, l'adoption par le Conseil de ministres du projet de loi sur la justice militaire et la décision prise par le conseil de gouvernement sur le traitement des plaintes et propositions émanant du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH).

L'adoption de cette réforme constitue «une avancée positive sur la voie de la promotion du respect des droits et des libertés au Maroc», souligne le ministre espagnol des Affaires étrangères et de la coopération.

Le gouvernement espagnol «salue» ce projet de loi visant à harmoniser la législation marocaine avec la Constitution de 2011 et avec les normes internationales relatives aux droits de l'Homme, ajoute le ministre dans un communiqué.

Dans le même contexte, le gouvernement de Mariano Rajoy s'est félicité de la décision adoptée par le conseil de gouvernement, jeudi, sur le traitement des plaintes et propositions émanant du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH).

Le projet de loi relatif à la justice militaire, qui a été élaboré conformément aux Hautes orientations royales, vise à promouvoir la justice militaire, en la distinguant du modèle du tri-



bunal d'exception, et de l'inscrire parmi les institutions judiciaires spécialisées, garantes des droits et des libertés, en ce qui concerne la compétence, l'organisation et les procédures, ainsi que la composition de

la Cour du tribunal militaire. Il prévoit d'exclure les civils de la compétence du tribunal militaire quels que soient les crimes commis et d'exclure les militaires de la compétence du même tribunal s'ils com-

mettent des crimes de droit commun.

Une consolidation de la démocratie au Maroc

L'adoption en Conseil des ministres d'un projet de loi sur la justice mili-

taire, constitue une consolidation de la démocratie au Maroc et permet au Royaume d'adopter les normes internationales en la matière, a affirmé lundi, M. Lamaachi Mohamed, président de l'association marocaine

pour l'amitié et la coopération à Kharkiv en Ukraine.

Cette mesure «va consolider davantage les efforts déployés par le Maroc dans le respect des droits de l'Homme», a-t-il dit dans une déclaration à la MAP, ajoutant que l'adoption de ce projet de loi s'inscrit dans le cadre des mesures prises par le Maroc sous la conduite éclairée de SM le Roi Mohammed VI pour l'édification d'un Etat de droit et la défense des droits de l'Homme, autant d'initiatives qui érigent le Maroc en modèle dans le monde arabe et en Afrique.

M. Lamaachi a également souligné que l'adoption de ce projet de loi fait entrer le Maroc dans le concert des pays démocratiques, ajoutant qu'il s'agit là d'une preuve supplémentaire de la volonté du Royaume de garantir le respect de la liberté et des droits de l'Homme confirmant ainsi que «le Maroc se distingue par la stabilité et la sécurité qui y règnent».

Etat civil : fin des discriminations sur les prénoms !

La Haute commission de l'Etat civil a souligné la liberté du citoyen de choisir le prénom de son enfant, à condition qu'il n'attente pas à la morale ni à l'ordre public, sans distinction aucune entre les prénoms arabe, amazigh, hassani et hébraïque et ce, conformément aux dispositions de la loi relative à l'état civil.

Un communiqué de cette commission indique que la procédure du choix des prénoms a été au centre de la rencontre, qui s'est tenue, le 23 janvier 2014 en marge des réunions périodiques de la Haute commission de l'état civil présidée par M. Abdelhaq Lamrini, historiographe du Royaume, porte-parole du Palais Royal, président de la Haute commission de l'état civil, en présence, outre les membres de cette instance, de MM. Idriss El Yazami, président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Ahmed Boukous, recteur de l'Institut royal de la culture amazighe (IRCAM), Abdelouahed Ourzik, gouverneur directeur des affaires juridiques et de la coopération au ministère de l'Intérieur et Abdellah Belmkadem, magistrat en charge du service de la nationalité et de l'état civil au ministère de la justice et des libertés, tous deux membres de la commission.

La rencontre a porté aussi sur l'examen des plaintes formulées de temps à autre à propos du refus de certains prénoms amazighs de la part des bureaux de l'état civil, a indiqué la même source.

Afin de lever toute équivoque qui pourrait surgir à propos de cette question, la Haute commission de l'état civil a invité les officiers de l'état civil de se conformer aux dispositions de la circulaire du ministère de l'Intérieur N. D 3220, publiée le 09 avril 2010 relative au choix des prénoms, de faire preuve d'un maximum de flexibilité dans le traitement des demandes qui leur sont soumises et de veiller à offrir toutes les facilités aux citoyens.

La Haute commission a également demandé aux officiers de l'état civil de retirer les listes des prénoms publiées en vertu de l'ancienne loi de l'état civil des bureaux de l'état civil devenues caduques aux termes de la nouvelle loi n 37-99 relative à l'état civil entrée en vigueur le 07 mai 2003, soulignant que lesdites listes ne peuvent plus être invoquées pour justifier le refus d'une quelconque demande du choix d'un prénom.

Les officiers de l'état civil sont, en outre, appelés à contacter immédiatement le secrétariat général de la Haute commission de l'état civil pour consultation en cas où ils seraient dans l'incapacité de trancher concernant un prénom déclaré auprès d'eux.

Afin que cette procédure soit mise en oeuvre dans les meilleures conditions, la commission a demandé à ce que l'administration mette à disposition les moyens de communication nécessaires en vue de permettre aux officiers de l'Etat civil d'entrer en contact avec les services compétents pour recevoir immédiatement les réponses nécessaires, le cas échéant, conclut le communiqué.

<http://www.Int.ma/actualites/etat-civil-fin-des-discriminations-sur-les-prenoms-99240.html>

CNDH : « les enfants doivent avoir le droit de porter plainte contre leurs agresseurs »

Lors de la réunion annuelle du conseil national des droits de l'Homme (CNDH) portant sur les droits de l'enfant, Mohamed Essabar a suggéré l'adoption de mécanismes juridiques afin que les enfants puissent poursuivre en justice leurs agresseurs.

Plus de justice pour les enfants. C'est l'idée qui ressort de la réunion annuelle du CNDH organisée en fin de semaine dernière. Au cours de cette conférence, le conseil a émis des recommandations visant à assurer un meilleur traitement judiciaire pour les enfants. Le secrétaire général du CNDH, Mohamed Essabar déplore « l'absence de mécanismes permettant à l'enfant de bénéficier d'une justice équitable ». Selon lui, les enfants doivent avoir le droit de porter plainte contre leurs agresseurs. Il relève également « le manque de connaissance des textes de lois et des procédures de la part des enfants ainsi que de leurs familles ». Avant de préciser « le Maroc doit impérativement se conformer aux standards internationaux en matière de justice pour les adolescents et ce, en leur donnant le droit d'être représenté par un avocat et celui de la parole lors des différentes audiences ».

Pour rappel, le CNDH avait publié un rapport en mai 2013 sur la situation des enfants qui sont soit en danger soit en conflit avec la loi. A cet effet, il avait mis l'accent sur l'absence d'une politique visant à protéger les enfants.

<http://www.telquel-online.com/content/cndh-%C2%AB-les-enfants-doivent-avoir-le-droit-de-porter-plainte-contre-leurs-agresseurs-%C2%BB>

Droits de l'Homme au Sahara :Rabat prend les devants

Pris de court l'an dernier par une résolution américaine voulant élargir la mission des Nations unies au Sahara (Minurso) à la surveillance des droits de l'Homme, le Maroc a pris cette année les devants, avant le lancement en avril prochain, des débats au sein du Conseil de sécurité sur la question, ainsi que sur la reconduction de la Minurso.

Volonté affichée de mieux répondre aux plaintes de citoyens, fin annoncée des procès militaires de civils : le Maroc s'efforce de marquer des points sur les droits de l'Homme, à l'approche de nouveaux débats à l'ONU sur le Sahara occidental, sa cause sacrée.

En avril, le Conseil de sécurité se penchera sur la reconduction de la Minurso, la mission qui depuis 1991 est principalement chargée de surveiller le cessez-le-feu dans cette région.

Des débats de l'an dernier, le Maroc garde un mauvais souvenir. Il avait paru pris de court par un projet de résolution américain, visant à élargir le mandat de la Minurso à la surveillance des droits de l'Homme.

Après avoir décrété la mobilisation générale et haussé le ton auprès de l'allié américain, Rabat avait obtenu l'abandon de la résolution, le texte onusien s'étant alors contenté d'appeler à "améliorer la situation", en écho aux critiques d'ONG sur des atteintes aux libertés d'expression et de rassemblement.

"Les manœuvres des ennemis de notre intégrité territoriale ne vont pas s'arrêter", avait toutefois proclamé par la suite le Roi Mohammed VI, exhortant à "acculer ces adversaires à la défensive".

Du discours à la pratique

Depuis, le Maroc semble être passé à la pratique.

D'un côté, il n'a pas hésité en octobre à rappeler un temps pour "consultations" son ambassadeur à Alger, à la suite de propos jugés hostiles du président Abdelaziz Bouteflika.

De l'autre, il vient d'annoncer coup sur coup deux initiatives censées témoigner de sa bonne foi sur cette thématique sensible des droits de l'Homme.

Le 13 mars, le gouvernement a tout d'abord indiqué vouloir mieux répondre aux plaintes de citoyens pour des violations présumées, en nommant dans des ministères des interlocuteurs permanents pour le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH).

http://www.aufaitmaroc.com/actualites/maroc/2014/3/18/rabat-prend-les-devants_218649.html#_Uyg1f_I_u_s

Les plaintes relayées par le CNDH, “en particulier” de ses délégations de Laâyoune et Dakhla, donneront lieu “sous trois mois à une réponse officielle, qui fera l'objet d'une publication”, a-t-il assuré.

Plus de civils devant une cour militaire

Le 14 mars, le Maroc a annoncé l'approbation en conseil des ministres, d'un projet de loi mettant fin à la possibilité de poursuivre des civils devant une cour militaire.

Cette décision était très attendue depuis les critiques formulées, il y a tout juste un an, par des ONG internationales sur le procès de 25 Sahraouis pour le meurtre de membres des forces de l'ordre, lors du démantèlement du camp de Gdim Izik fin 2010.

Qualifié d’“historique”, le projet de loi, qui doit encore être entériné par le Parlement, a été qualifié “d'avancée majeure” par le président du CNDH, Driss el Yazami, dont l'institution a grandement inspiré le texte.

Il s'agit d'un “pas important”, a acquiescé le directeur de la section-Maroc d'Amnesty, Mohamed Sektaoui, cité par l'agence MAP.

Interrogé par l'agence de presse AFP, l'historien et spécialiste du Maghreb Pierre Vermeren y voit lui aussi, une annonce “positive”. “Mais la question de la séparation des pouvoirs se pose aussi bien pour la justice civile que militaire...”, tempère-t-il.

Une diplomatie de façade

M.Vermeren se montre en revanche affirmatif sur le motif de ces annonces.

“Le lien avec le vote à l'ONU est une évidence. On se doute que la partie adverse du Maroc va s'activer pour relancer la question des droits de l'Homme. Là, ça crédibilise un peu la position marocaine.”
PIERREVERMEREN, HISTORIEN SPÉCIALISTE DU MAGHREB.

“L'objectif de tout ça, c'est d'éviter que l'ONU reparle de l'élargissement de la Minurso”, renchérit Hamoud Iguilid, responsable à Laâyoune de l'Association marocaine des droits humains. Évoquant une simple “diplomatie de façade” envers l'Occident, il a pour sa part appelé à “rejuger les prisonniers de Gdim Izik au civil”.

À l'étranger, l'Espagne et la France ont salué les initiatives marocaines.

Définitivement adoptée, la réforme de la justice militaire renforcera “l'Etat de droit”, a commenté Paris, un des principaux soutiens du plan d'autonomie proposé par le Maroc pour la région.

Officiel: la liste des prénoms autorisés, c'est fini!

Les Marocains sont libres de choisir pour leurs enfants un prénom amazigh, hassani ou même hébraïque, rappelle la Haute commission de l'état civil. Un rappel qui n'est pas inutile.

Dans un communiqué publié ce lundi par la MAP, la Haute commission de l'état civil a souligné "la liberté du citoyen de choisir le prénom de son enfant, à condition qu'il n'attente pas à la morale ni à l'ordre public, sans distinction aucune entre les prénoms arabe, amazigh, hassani et hébraïque et ce, conformément aux dispositions de la loi relative à l'état civil".

Réunion au sommet

Le communiqué précise que la procédure du choix des prénoms a été au centre d'une rencontre, le 23 janvier dernier. Une rencontre à laquelle ont notamment participé Abdelhaq Lamrini, historiographe du Royaume et président de la Haute commission de l'état civil, Driss El Yazami, président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Ahmed Boukous, recteur de l'Institut royal de la culture amazighe (IRCAM), mais aussi Abdelouahed Ourzik, gouverneur directeur des affaires juridiques et de la coopération au ministère de l'Intérieur et Abdellah Belmkadem, magistrat en charge du service de la nationalité et de l'état civil au ministère de la justice, tous deux membres de la commission.

Des prénoms toujours refusés

Car malgré la promulgation de la nouvelle loi (n°37-99) sur l'état civil (en 2003) qui supprimait les fameuses "listes Basri" des prénoms autorisés, puis la circulaire du ministère de l'Intérieur N. D 3220, (9 avril 2010) qui rappelait les officiers d'état civil à l'ordre, des fonctionnaires ont continué à refuser d'inscrire des prénoms amazighs.

Sifaw, un bébé à qui on refuse son prénom et sa nationalité

Des officiers d'état civil récalcitrants?

Une réalité dont est consciente la Haute commission qui demande aux officiers de faire preuve d'un "maximum de flexibilité dans le traitement des demandes qui leur sont soumises et de veiller à offrir toutes les facilités aux citoyens". La commission leur rappelle de retirer les listes des prénoms autorisées, "soulignant que ces listes ne peuvent plus être invoquées pour justifier le refus d'une quelconque demande du choix d'un prénom".

Pourquoi ce rappel à l'ordre a-t-il été nécessaire? Pour Ahmed Assid, militant amazigh et membre de l'Ircam, c'est avant tout "un problème de communication". Il explique que son association, l'Observatoire amazigh des droits et libertés, est souvent contactée par des parents confrontés au refus d'un fonctionnaire d'inscrire le prénom amazigh qu'ils avaient choisi pour leur enfant.

Dans ce cas, explique Assid, un membre de l'association se déplace et démontre à l'officier, documents à l'appui, que les prénoms amazighs ne sont plus interdits. En 2013, l'association a ainsi réussi à faire annuler une dizaine "d'interdictions".

<http://www.h24info.ma/maroc/societe/officiel-la-liste-des-prenoms-autorises-cest-fini/21057>

Problème de communication

Le fond du problème: l'ignorance de certains officiers qui croient mordicus que les listes Basri sont toujours en vigueur. Ainsi, alors même que les plaintes de parents sont plus rares, selon Assid, l'Observatoire a encore été contacté il y a un mois et demi par un couple casablancais qui s'était vu refuser le prénom Anil ("Ange"). Il a fallu téléphoner au fonctionnaire pour le convaincre de revenir sur son refus.

Pourtant, s'emporte le militant, un "paragraphe entier de la circulaire de 2010 demandait aux gouverneurs et walis d'organiser des réunions pour informer les officiers d'état civil". Au final, estime Ahmed Assid, l'obstacle a été levé au niveau de l'État, et si cela coince encore parfois, c'est au niveau des individus.

La Haute commission semble être arrivée aux mêmes conclusions puisqu'elle appelle les officiers de l'état civil "à contacter immédiatement le secrétariat général de la Haute commission de l'état civil pour consultation en cas où ils seraient dans l'incapacité de trancher concernant un prénom déclaré auprès d'eux". Elle demande également à ce que "l'administration mette à disposition les moyens de communication nécessaires en vue de permettre aux officiers de l'état civil d'entrer en contact avec les services compétents pour recevoir immédiatement les réponses nécessaires".

Sahara: Rabat veut marquer des points avant les débats à l'ONU

Volonté affichée de mieux répondre aux plaintes de citoyens, fin annoncée des procès militaires de civils: le Maroc s'efforce de marquer des points sur les droits de l'Homme à l'approche de nouveaux débats à l'ONU sur le Sahara, sa cause sacrée.

En avril, le Conseil de sécurité se penchera sur la reconduction de la Minurso, la mission qui depuis 1991 est principalement chargée de surveiller le cessez-le-feu.

Des débats de l'an dernier, le royaume garde un mauvais souvenir: il avait paru pris de court par un projet de résolution américain visant à élargir le mandat de la Minurso à la surveillance des droits de l'Homme. Après avoir décrété la mobilisation générale et haussé le ton auprès de l'allié américain, Rabat avait obtenu son abandon, le texte onusien se contentant d'appeler à "améliorer la situation", en écho aux critiques d'ONG sur les atteintes aux libertés d'expression et de rassemblement, entre autres.

"Les manoeuvres des ennemis de notre intégrité territoriale ne vont pas s'arrêter", avait toutefois proclamé par la suite le roi Mohammed VI, exhortant à "acculer ces adversaires à la défensive". Depuis, le Maroc semble être passé à la pratique. D'un côté, il n'a pas hésité en octobre à rappeler un temps pour "consultations" son ambassadeur à Alger, à la suite de propos jugés hostiles du président Abdelaziz Bouteflika. De l'autre, il vient d'annoncer coup sur coup deux initiatives censées témoigner de sa bonne foi sur cette thématique sensible des droits de l'Homme.

Le 13 mars, le gouvernement a tout d'abord indiqué vouloir mieux répondre aux plaintes de citoyens pour des violations présumées, en nommant dans des ministères des interlocuteurs permanents pour le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH, officiel). Les plaintes relayées par le CNDH, "en particulier" de ses délégations de Laâyoune et Dakhla, donneront lieu "sous trois mois à une réponse officielle, qui fera l'objet d'une publication", a-t-il assuré.

Séparation des pouvoirs

Dès le lendemain, et quelques heures à peine après le retour du roi d'une offensive de charme en Afrique, le Maroc a annoncé l'approbation en conseil des ministres d'un projet de loi mettant fin à la possibilité de poursuivre des civils devant une cour militaire. Cette décision était très attendue depuis les critiques formulées il y a tout juste un an par des ONG internationales sur le procès de 25 Sahraouis pour le meurtre de membres des forces de l'ordre lors du démantèlement du camp de Gdim Izik fin 2010.

Qualifiée d'"historique" par Rabat, le projet de loi, qui doit encore être entériné par le Parlement, a été qualifié "d'avancée majeure" par le président du CNDH, Driss el Yazami, dont l'institution a grandement inspiré le texte. Il s'agit d'un "pas important", a acquiescé le directeur de la section-Maroc d'Amnesty,

<http://www.h24info.ma/maroc/sahara-rabat-veut-marquer-des-points-avant-les-debats-lonu/21073>

Mohamed Sektaoui, cité par l'agence MAP. Interrogé par l'AFP, l'historien et spécialiste du Maghreb Pierre Vermeren y voit lui aussi une annonce "positive". "Mais la question de la séparation des pouvoirs se pose aussi bien pour la justice civile que militaire...", tempère-t-il.

Vermeren se montre en revanche affirmatif sur le motif de ces annonces. "Le lien avec le vote à l'ONU est une évidence, dit-il. On se doute que la partie adverse du Maroc va s'activer pour relancer la question des droits de l'Homme. Là, ça crédibilise un peu la position marocaine". "L'objectif de tout ça, c'est d'éviter que l'ONU reparle de l'élargissement de la Minurso", renchérit Hamoud Iguilid, responsable à Laâyoune de l'Association marocaine des droits humains (indépendant). Evoquant une simple "diplomatie de façade" envers "l'Occident", il appelle à "rejuger les prisonniers de Gdim Izik au civil".

A l'étranger, l'Espagne et la France ont salué les initiatives marocaines. Définitivement adoptée, la réforme de la justice militaire renforcerait "l'Etat de droit", a commenté Paris, un des principaux soutiens du plan d'autonomie proposé par le Maroc pour la région. Ce plan est rejeté par le Polisario, qui réclame un référendum d'autodétermination.

Loi sur la justice militaire : Pour l'Association marocaine des magistrats, la réforme renforce l'engagement du Maroc dans la consécration des droits de l'Homme

L'adoption en Conseil des ministres d'un projet de loi sur la justice militaire est une décision «très positive» qui conforte l'engagement du Maroc dans le processus de renforcement et de défense des droits de l'Homme, a affirmé samedi la présidente de l'Association marocaine des magistrats (AMM), Me Rachida Ahfod. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'harmonisation de la loi sur la justice militaire avec les dispositions de la Constitution et les traités et conventions internationales des droits humains ratifiés par le Maroc, ce qui «consacre le choix du Royaume de consécration de l'État de droit et des droits de l'Homme», a poursuivi Me Ahfod dans une déclaration à la MAP. La magistrate a qualifié le projet de «victoire» des revendications d'exclure les civils de la compétence du tribunal militaire, estimant qu'il s'agit là d'un nouveau pas franchi dans le processus de réforme du système judiciaire dans lequel le Maroc s'est résolument engagé.

Le projet de réforme fait du Maroc «un exemple dans la région que ses voisins gagneraient à suivre»
Le projet de loi visant à réformer la justice militaire, approuvé lors du Conseil des ministres présidé vendredi par S.M. le Roi Mohammed VI, fait du Maroc «un exemple dans la région que ses voisins gagneraient à suivre», a souligné samedi à Paris Christophe Boutin, professeur de droit et membre de l'Association française de promotion des libertés fondamentales. Dans une déclaration à la MAP, M. Boutin a indiqué que ce projet de loi se situait dans la continuité de la politique initiée par S.M. le Roi Mohammed VI dès son accession au Trône, visant le respect des standards internationaux en termes de droits de l'Homme, faisant remarquer que cette politique volontariste s'est traduite par la création d'institutions spécialisées, par la révision constitutionnelle et maintenant par des modifications de l'ordre juridictionnel. Concernant les éléments importants de cette réforme, M. Boutin a relevé qu'ils sont nombreux, mais qu'il faut en retenir deux principaux, d'une part, le fait que les poursuites à l'encontre de civils sont réservées aux tribunaux judiciaires, d'autre part, la mise en place d'un appel à l'encontre des décisions des tribunaux militaires. «On rappellera encore une fois l'engagement personnel du Souverain, qui avait annoncé à plusieurs reprises au cours de l'année 2013 sa volonté de réforme. On notera aussi le rôle joué par le Conseil national des droits de l'Homme», a-t-il dit. «Les institutions internationales ou défenseurs des droits de l'Homme ne peuvent que se féliciter de cette évolution», a-t-il conclu.

Selon l'ancien SG de l'Unesco, il s'agit d'un «pas significatif» dans le processus de démocratisation du Maroc
L'adoption vendredi en Conseil des ministres d'un projet de loi sur la justice militaire constitue un «pas significatif» dans le processus de démocratisation du Maroc, a affirmé l'ancien directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Federico Mayor Zaragoza.

<http://www.devanture.net/news.php?id=108605>

«Cette réforme est une très bonne nouvelle et un pas significatif dans le processus de démocratisation du Maroc et de l'édification de l'État de droit», a souligné Federico Mayor dans une déclaration à la MAP. «Je tiens à féliciter S.M. le Roi Mohammed VI et le gouvernement marocain pour cette importante initiative qui consacrera, bien évidemment, le principe de l'indépendance de la justice et renforcera les garanties d'un procès équitable», a fait observer Federico Mayor, ancien ministre espagnol de l'Éducation et de la science (1981). À cet égard, Federico Mayor, président de la Fondation culture de paix et président d'honneur de l'Académie de la paix, a indiqué que cette nouvelle démarche «confirme le changement positif radical que connaît» le Maroc ces dernières années sous la conduite de S.M. le Roi.

«Le projet s'inscrit dans le processus destiné à renforcer l'État de droit et garantir les libertés fondamentales dans le Royaume»

Le projet de loi visant à réformer la justice militaire, approuvé lors du Conseil des ministres présidé vendredi par S.M. le Roi Mohammed VI, s'inscrit dans le processus lancé sous la direction du Souverain afin de renforcer l'État de droit et de garantir les libertés fondamentales, a souligné samedi le directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris, Charles Saint-Prot. Dans une déclaration à la MAP, M. Saint-Prot a indiqué que ce projet de loi élaboré conformément aux Hautes Orientations royales, vise à réformer la justice militaire afin de mettre en œuvre un appareil judiciaire conforme à la Constitution adoptée en 2011. «Il s'agit très clairement d'inscrire la justice militaire comme une juridiction spécialisée, et en aucun cas comme une justice d'exception, en offrant toutes les garanties nécessaires quant à la procédure. À cet égard, il est notable que le projet ouvre la possibilité de former un recours devant une Cour d'appel. Les civils seront exclus de la compétence de cette juridiction, y compris en cas d'infractions contre la sûreté extérieure de l'État», a-t-il indiqué. Pour l'expert français, cette réforme vient confirmer les efforts considérables accomplis par le Maroc de façon à se conformer aux normes internationales et à se présenter comme un modèle régional.

«Une nouvelle mesure importante dans le processus affirmé de consolidation de l'État de droit au Maroc»

Le projet de loi prévoyant l'exclusion des civils de la compétence du tribunal militaire, quels que soient les crimes commis, approuvé lors du Conseil des ministres présidé vendredi par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, constitue une nouvelle mesure importante dans le processus affirmé de consolidation des droits de l'Homme et de l'État de droit au Maroc, a déclaré à la MAP l'ancien ambassadeur américain, Edouard Gabriel. «Cette dernière mesure en date conforte la position du Maroc en pôle position des pays de la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) en matière des droits de l'Homme, grâce au leadership et à la vision perspicace de Sa Majesté le Roi Mohammed VI», a souligné l'ancien diplomate américain.

Revenant sur le soutien des États-Unis au Maroc dans ses efforts de consolidation des droits de l'Homme, M. Gabriel a rappelé la «forte teneur» du communiqué conjoint ayant sanctionné la rencontre au sommet en novembre dernier à la Maison Blanche entre S.M. le Roi et le Président Barack Obama, document dans lequel le chef de l'exécutif US a «salué l'engagement du Souverain à mettre fin à la pratique des procès intentés aux civils devant des tribunaux militaires». Il a dans ce contexte souligné que les États-Unis, «un allié naturel du Royaume», ont besoin dans la région MENA et en Afrique d'un allié sûr, stable et cheminant de manière résolue sur la voie de la consolidation du processus démocratique.

Au Maroc, les civils ne sont plus jugés devant le tribunal militaire (SYNTHESE)

(Xinhua)

18.03.2014 à 08h45

Au Maroc, le tribunal militaire ne sera plus compétent pour juger des civils et se limitera uniquement à juger des militaires pour des délits exclusivement militaires.

Selon un projet de loi, adopté, vendredi à Rabat, en conseil des ministres présidé par le roi Mohammed VI, "même les militaires ne seront plus automatiquement déférés devant cette juridiction d'exception. Ils seront jugés par des juridictions civiles pour des délits de droit commun comme la signature d'un chèque en bois ou le non versement d'une pension alimentaire".

Cette réforme permet d'harmoniser la législation avec les dispositions de la Constitution de 2011, notamment en ce qui concerne la préservation des droits des justiciables, l'indépendance de la justice, et la garantie d'un procès équitable, tout en mettant en conformité les lois marocaines avec les engagements internationaux du Maroc.

Ce projet de loi, tel que recommandé par le Conseil marocain des droits de l'Homme (CNDH), introduit ainsi des changements profonds visant à promouvoir la justice militaire, en la distinguant du modèle du tribunal d'exception, et à l'inscrire parmi les institutions judiciaires spécialisées, garantes des droits et des libertés, en ce qui concerne la compétence, l'organisation et les procédures, ainsi que la composition de la Cour du tribunal militaire.

Pour la secrétaire général de la Fédération Internationale des droits de l'Homme, Mme Amina Bouayach, "cette réforme constitue un pas positif que nous enregistrons avec grande satisfaction, (...) nous allons présenter nos remarques à ce sujet après examen approfondi du contenu de ce projet de loi".

De son côté, le président du CNDH, Driss El Yazami, a indiqué que le projet de loi sur la justice militaire est pleinement conforme aux dispositions de la Constitution de juillet 2011, à la législation internationale des droits de l'Homme et à la jurisprudence internationale.

Selon M. El Yazami, ce projet de loi vient renforcer les droits des justiciables et les garanties du procès équitable, en créant notamment une instance d'appel, permettant à toute personne qui a subi un dommage (objet d'une action publique devant le tribunal militaire) de se constituer partie civile.

<http://french.peopledaily.com.cn/96852/8569525.html>